Les faiblesses du fédéralisme

Dans une récente interview à la *Neue Zürcher Zeitung*, l'ancien procureur tessinois Paolo Bernasconi a vivement pris à partie les cantons, coupables d'avoir négligé de développer leur collaboration en matière de lutte contre le trafic de drogue. Particulièrement visée, la Conférence des directeurs de justice et police, compétente pour créer les instruments de coordination nécessaires et qui a totalement failli à sa tâche, alors même que les ministères publics cantonaux ont signalé depuis plusieurs années déjà le besoin d'une coopération accrue.

Ces remarques critiques de Bernasconi mettent en évidence une faiblesse fondamentale du fédéralisme helvétique, trop souvent pris en défaut lorsqu'il s'agit de répondre à des problèmes nouveaux; face à une situation insatisfaisante, les cantons et l'opinion publique ont tendance à se tourner vers l'Etat central et à attendre de lui les solutions nécessaires.

On a pu observer ce phénomène la semaine dernière lorsque le Conseil des Etats a adopté sans débat un renforcement du service de lutte contre le trafic de drogue au sein du Ministère public fédéral: pas un mot sur les raisons qui exigent aujourd'hui ce rattrapage, sur l'action lacunaire des cantons. Il ne suffit pas, comme l'a fait un député neuchâtelois, de rappeler la prééminence de droit des cantons dans cette lutte et l'avantage de fait dont disposent leurs polices et justices, plus proches du terrain et donc mieux à même de conduire les enquêtes. Encore faut-il mettre en valeur ces avantages potentiels pour que l'action soit efficace.

En matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement, la situation n'est guère différente. Dans le premier domaine, les cantons disposent d'une large autonomie explicitement réservée par le droit fédéral. Mais après bientôt une décennie, le bilan est mitigé (DP 914): plusieurs cantons n'ont pas encore élaboré leur plan directeur et nombre de communes ne disposent toujours pas d'un plan d'utilisation du sol. Ces

lacunes ont conduit à ouvrir une procédure de révision législative.

Scénario très proche dans la protection de l'environnement: la réalisation des objectifs fédéraux dépend pour l'essentiel d'une application consciencieuse de la législation et de la mise en œuvre de mesures spécifiques par les cantons et les communes; or à l'échéance du 1^{er} mars dernier, aucun canton n'avait adopté son plan de mesures de lutte contre la pollution de l'air. Et déjà des voix se font entendre pour que Berne renforce ses prescriptions, alors même que les ressources de la législation en vigueur sont loin d'être épuisées.

Dans les trois domaines mentionnés, les cantons disposent soit de compétence propres — la lutte contre le trafic de drogue — soit d'une autonomie plus ou moins grande dans l'exécution des tâches. Dans les trois cas, l'engagement insuffisant des cantons conduit à des résultats insatisfaisants qui, à leur tour, justifient révisions législatives et renforcement du rôle de l'Etat central. A terme, le fédéralisme ne peut survivre à une telle logique perverse.

Quelles que soient les modalités de répartition des compétences entre Confédération et cantons, les rapports entre les deux niveaux de pouvoir sont empreints d'un formalisme paralysant. On aimerait voir un peu plus d'audace dans les relations entre gouvernements et Conseil fédéral; des conseillers d'Etat qui prennent langue avec le Département fédéral de justice et police pour exposer les problèmes auxquels ils sont confrontés dans la lutte antidrogue et imaginer la collaboration nécessaire; des conseillers fédéraux qui réunissent les magistrats cantonaux responsables de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement par exemple, pour faire le point de la situation, décider d'objectifs intermédiaires, fixer des échéances, imaginer des mesures d'aide et de collaboration. Bref que se nouent des relations politiques, que la volonté de

JD

(suite en page 3)

Du sucre amer

(pi) Navette animée au parlement à propos d'une denrée à la fois non-indispensable et stratégique: le sucre. Un arrêté sucrier doit en effet être adopté tous les dix ans (le délai était de cinq ans jusqu'en 1979). Il fixe notamment la quantité de betteraves indigènes prise en charge et payée au prix garanti fixé par le Conseil fédéral et régleme les modalités d'importation du sucre et des produits transformés, achetés principalement à la Communauté européenne à des prix bradés par le jeu des subventions.

On sait que des organisations tiers-mondistes ont proposé de profiter du renouvellement de cet arrêté pour y inscrire la possibilité (et non l'obligation), par le biais d'accords bilatéraux, d'importer un peu de sucre en provenance de pays en développement à des prix couvrant les frais de production. Conséquences: les

achats à l'Europe diminueraient d'autant et le prix à l'étalage augmenterait d'une dizaine de centimes au kilo, avec la bénédiction des organisations de consommateurs (voir également «L'invité de DP» dans le n° 941 du 2 mars 1989). La proposition avait passé la rampe du Conseil national, qui l'a acceptée le 9 mars par 96 voix à 62, contre l'avis de M. Delamuraz, mais fut nettement rejetée le 7 juin par le Conseil des Etats. La dernière étape a eu lieu lundi dernier, date à laquelle le Conseil national s'est finalement rallié à la position des sénateurs, par 92 voix contre 85.

Occasion manquée de soutenir, par un geste symbolique, un pays en développement producteur de sucre. Certains arguments diffusés en coulisse par L'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAE) n'étaient pas fondés, comme celui prétendant que les accords bilatéraux sont contraires à l'esprit du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers) et pourraient indisposer la CE; or l'Europe soutient l'économie sucrière de pays en développement en y achetant du sucre à des prix garantis et sur la base de tels accords, malgré ses propres excédents. Un argument plus sérieux fut par contre entendu à la tribune des Etats: de tels accords iraient à l'encontre de certains principes du

développement, les pays bénéficiaires n'étant pas en mesure de nous fournir du sucre raffiné à la norme suisse, mais uniquement du sucre brut. Or le commerce de matières premières non transformées est généralement perçu, à juste titre, comme une possibilité d'enrichissement pour une partie de la population, mais en tout cas pas comme un facteur de développement. En bref, on veut bien acheter du sucre à l'île Maurice par exemple, mais pour que ce commerce ait un sens, encore faut-il que ce pays — ou un autre — soit en mesure de nous livrer du sucre raffiné qualité suisse, c'est-à-dire à la norme CE 1.

Si l'île Maurice, puisque c'est de ce pays qu'il a le plus été question dans ce débat, n'est pas équipée pour raffiner selon cette norme, c'est justement que la CE tient à lui acheter du sucre brut, pour le raffiner dans ses propres usines, donnant ainsi du travail à ses chômeurs... L'île Maurice est en revanche équipée pour nous fournir sans délai du sucre brun, ou du sucre norme CE 2, un peu moins fin certes, mais que les délicats palais helvétiques devraient être à même de supporter.

Il faut donc bien commencer quelque part: grâce à la conclusion d'un accord de prise en charge à long terme pour une certaine quantité de sucre, la Suisse aurait pu encourager le producteur à s'équiper pour être en mesure, à terme, de livrer du sucre adapté aux goûts européens. ■

Le sucre en chiffres (1987)

Production

Plafond de la quantité prise en charge au prix intégral fixé par le Conseil fédéral:	850'000 t.
Quantité de betteraves livrées et prises en charge à ce prix:	824'804 t.
Production indigène de sucre raffiné:	112'838 t.

Importation

En provenance de la CE:	132'000 t.
Ou, en proportion du total des importations:	98 %
Quantité maximum de sucre qu'il était question d'importer de pays en développement plutôt que de la CE:	40'000 t.

Consommation

Sucre raffiné:	266'661 t.
Après déduction des exportations:	232'453 t.
Part de la consommation nette couverte par la production indigène:	48,54 %

(Source: Message du Conseil fédéral du 19 octobre 1988 relatif à l'économie sucrière indigène.)

ÉCHOS DES MÉDIAS

L'assemblée des actionnaires de la *Berner Tagwacht* a décidé d'augmenter de 205'000 francs le capital de la société pour acheter un équipement technique permettant d'améliorer la présentation. Le Valaisan Peter Bodenmann est entré au conseil d'administration avec un spécialiste du marketing, un rédacteur du journal et un paysan élu au Grand Conseil et membre de la Liste libre.

L'assemblée générale de la *Wochen-Zeitung-WOZ* alémanique a constaté que les comptes bouclent avec un petit bénéfice pour un chiffre d'affaires légèrement supérieur à deux millions de

francs. Le bilan montre que le journal n'a pas de dettes et que la provision pour abonnements payés à l'avance a augmenté de 69'000 francs. Répartition des recettes: abonnements (70%), vente au numéro (11%), annonces (16%).

Le n° 0 du journal économique *Cash* vient de paraître. Il a été distribué aux milieux publicitaires. Tirage prévu: 40'000 exemplaires au format original. Rien ne permet de trouver une ressemblance qui en ferait un *Blick* de l'économie. L'hebdomadaire est en effet un produit Ringier. Lancement en septembre.

FOOT hebdo se transformera en magazine au début de septembre.

La nouvelle imprimerie de la *NZZ* commence à produire. Une partie de l'édition du journal y est déjà fabriquée.

Mais où est donc passé le micro ?

(pi) Une voix sympathique s'est partiellement et momentanément éteinte dans le paysage radiophonique lausannois: celle de Radio-Acidule, dont le bureau a décidé la suspension temporaire des émissions à la suite de vols de matériel et de tensions avec les animateurs, tous bénévoles. S'il n'y a aucune raison de dramatiser cette crise probablement passagère (à l'assemblée générale de lundi, il était question de reprendre les émissions à la fin du mois), elle est l'occasion de quelques réflexions sur le rôle et les moyens des radios locales.

Fondée et soutenue par les partis de gauche et les syndicats, Acidule a su se faire une place sur la bande FM; grâce notamment à son journal local, elle est devenue un média apprécié dans la région lausannoise. Qui d'autre qu'elle peut assurer plusieurs heures d'émissions et de débats avant chacune des (nombreuses) votations communales? ou retransmettre en direct les séances du Conseil communal? Animant la vie locale, la station était connue et reconnue, si bien que conseillers d'Etat et municipaux s'y exprimaient régulièrement

Les faiblesses du fédéralisme

(suite de l'édito)

réaliser des objectifs communs prime l'obsession de défendre son territoire. Pour compléter ce dispositif, on peut imaginer la mise en place de conférences nationales regroupant les fonctionnaires fédéraux et cantonaux responsables de la gestion d'un domaine, avec un organe permanent assurant la circulation de l'information, la préparation des décisions techniques et de propositions à l'intention des magistrats. Pour ce faire, point n'est besoin de réviser la Constitution ni de modifier les lois. JD

depuis un studio encombré. Ils n'hésitaient pas non plus à se donner en spectacle lors d'émissions réalisées à partir d'un bistrot ou au marché, débattant sous l'œil distrait des passants, qui observaient en souriant ces magistrats juchés sur d'inconfortables chaises pliantes, se partageant à quatre ou cinq l'unique micro en état de marche.

Acidule était donc prise au sérieux et a su remplir sa mission de radio locale. Se pose maintenant la question de l'avenir de la station. Reposant sur plus de cent bénévoles et tournant avec un budget annuel de 60'000 francs, l'expérience tient déjà du miracle. Acidule aurait bien besoin d'une plus grande assise financière et d'un ou deux permanents, rémunérés, pour assurer la continuité, préparer la relève et trouver des clients pour les espaces publicitaires. Mais sans pub pas de sous et sans sous pas de démarcheurs...

Certaines radios locales ont depuis quelques années et à titre expérimental le droit d'exister. Qui se préoccupera de leur en donner les moyens pour qu'elles ne tombent pas toutes aux mains de groupes de presse mais restent autant de voix originales sur la bande FM?

L'exception zurichoise

(pi/cfp) Ayant passé de l'auto à la cogestion, Acidule est une exception parmi ses consœurs: bien peu de radios locales en effet ne sont pas soutenues par un groupe de presse ou n'ont pas un fonctionnement de type commercial. Une autre station, LoRa, est une exception, zurichoise celle-là: totalement autogérée et ne se souciant absolument pas du taux d'écoute, elle a également connu les problèmes inhérents à ce type d'organisation, dont un incendie probablement criminel. Radio à la fois spontanée et anarchiste, LoRa n'hésite pas à annoncer les manifestations interdites (ce qui lui a valu d'être poursuivie) ni à retransmettre en direct certains événements qui occuperaient trop de temps d'antenne pour que les radios «officielles» le fassent; c'est ainsi que le congrès socialiste de 1984 sur la participation au Conseil fédéral fut retransmis, et que des enregistrements sur cassette des interventions furent proposés à la vente.

Mais la comparaison avec Acidule s'arrête là et, face à sa consœur zurichoise, la station lausannoise fait figure d'enfant de chœur.

Ce qui n'empêche pas les journaux sérieux comme le *Tages-Anzeiger* d'annoncer quotidiennement les programmes des radios locales zurichoises, dont LoRa. Etat d'esprit différent au bord de la Limmat et sur les rives du Léman: la station existe, on en parle. Les quotidiens lausannois ne citent Acidule qu'une ou deux fois par année: lorsqu'elle est la première à annoncer de source sûre que tel municipal ne se représentera pas ou lorsqu'elle est confrontée à des difficultés de fonctionnement. ■

TÉLÉVISION

Zapper en Italie

(cfp) Chaque téléspectateur est conscient de l'impossibilité d'avoir un programme télévisé personnel, même lorsqu'il dispose d'un vaste choix comme c'est le cas en Italie. Ni programmes de service public, ni circuits nationaux et ni télévisions locales ne sont suffisamment adaptés à des goûts difficiles. Et cependant, on peut faire des découvertes agréables comme ce fut récemment mon cas en suivant la *PE (Prima Edizione)* qui, chaque matin, apparaît sur *RAI DUE* de 6h35 à 8h30.

Donnons le sommaire:

6h35: *NBC Nightly News*, édition intégrale en anglais des informations en provenance des Etats-Unis.

7h.00: *TG 2 Dal Mondo*, quelques sujets des actualités du jour précédent repris de téléjournaux étrangers (A2, ZDF, TV soviétique, NBC, etc) diffusés en version originale avec sous-titres italiens.

7h.30: *I giornali*, une revue de presse très complète des journaux du jour.

8h15: *Economia e finanza*, l'actualité économique et financière.

A 8h30, *RAI DUE* passe à des sujets moins actuels et, probablement les téléspectateurs bien documentés vont-ils au travail.

J'ai vu de nombreux programmes d'informations télévisées mais force est de constater que cette «première édition» de la deuxième chaîne italienne, suivie pendant une semaine, fait une excellente impression et renseigne très complètement au réveil. ■

Ouchy: un coup au village

(ag) Un concours d'architecture dont le périmètre englobait un des quartiers les plus sensibles du Vieil Ouchy vient d'être jugé. Le résultat pose non seulement des problèmes esthétiques, mais également juridiques.

Présentation des lieux

Ouchy fut pendant longtemps un port actif. Les matériaux de construction, les pierres de Meillerie, y étaient débarqués. Les hangars et les dépôts de l'ancienne douane témoignaient de l'importance du trafic.

Malgré la beauté du site, les machandises faisaient fuir les constructions de prestige qui s'implantèrent sur la pente et la terrasse du Denantou dominant l'actuel quai d'Ouchy. Telle, l'Elysée, maison de réception de l'Etat de Vaud et Musée de la photographie.

En conséquence Ouchy fut un véritable village qui se développa au bas de l'avenue du même nom, plus étroite à l'époque qu'aujourd'hui. Immeubles modestes, un ou deux étages sur rez, boutiques, bistrot, en ordre contigu.

Une exception notoire, le Logis d'Ouchy, actuel Hôtel d'Angleterre. Les autorités lausannoises en 1775 décidèrent de construire un bâtiment de prestige pour y loger le régent d'Ouchy et le fermier des halles. C'est l'œuvre marquante de l'architecte Abraham Fraisse, qui construisit aussi l'Elysée. L'hôtel, aujourd'hui, conserve son prestige même s'il a été partiellement défiguré: destruction du perron et du clocheton, construction d'une marquise et d'un balcon qui brouillent la lecture de la façade.

Le développement du tourisme et des chemins de fer chassa les marchandises, des reconstructions de prestige furent entreprises à une époque de mauvais goût: fin du XIX^e début du XX^e. Le château devint faux château gothique et à l'ouest, des immeubles hauts remplacèrent le village. Seul l'îlot oriental, au bas de l'avenue d'Ouchy, atteste l'existence du village. C'était précisément le périmètre du concours.

En 1960, des promoteurs décidèrent de

racheter à l'hoirie J.-J. Mercier l'ensemble de l'îlot pour le raser et pour y substituer un «front de port» de 100'000 m³ de volume selon les plans de l'architecte Quillet, champion du modernisme monumental d'alors.

Devant l'émotion et l'opposition, le sculpteur Sandoz, riche des actions Sandoz, offrit quatre millions à la Ville pour racheter ce quartier, et préserver l'Hôtel d'Angleterre et l'Hôtel de la Résidence, reconstruit en 1801 par Perregaux. L'espace intermédiaire aurait dû être transformé en parc public, mais le donateur se déclarait «d'ores et déjà d'accord avec le maintien des bâtiments sis entre l'Hôtel d'Angleterre et l'avenue d'Ouchy, aussi longtemps que la Municipalité le jugera opportun» (article 6 de la Convention).

Le concours

Les deux premiers projets retenus par le jury du concours prévoient des bâti-

ments de même hauteur que l'Hôtel d'Angleterre et qui par conséquent l'écrasent dans l'ordre contigu. Ne parlons pas des hideux balcons-coursives du 1^{er} prix, dignes pendants de la marquise de l'Hôtel d'Angleterre!

La lettre et l'esprit

Tout les documents photographiques ou iconographiques que donne Marcel Grandjean dans son ouvrage de référence *Les Monuments d'art et d'histoire du canton de Vaud* (Tome IV) montrent l'Hôtel d'Angleterre dégagé à l'est ou à l'ouest par des bâtiments bas qui étaient les communs de l'Hôtel ou de la Résidence. Une gravure de 1820 de Samuel Weibel reproduit le désordre (le même qu'aujourd'hui) de l'ordre contigu de ce «front de port». Voir dans cet ouvrage encore une vue de 1870, une photo aérienne de 1920! Ecraser l'Hôtel d'Angleterre est une hérésie.

Mais de surcroît, si un tel projet devait être exécuté, ce serait un non-respect de la lettre et de l'esprit de la convention Sandoz, ratifiée par le Conseil communal et qui lie la Ville jusqu'en 1999.

Après le concours d'idées, la Municipalité serait bien avisée de demander un avis de droit. ■

RÉFLEXIONS

A propos du décompte individuel de chauffage

(*réd*) Alors que le Canton de Genève s'appête à introduire le décompte individuel des frais de chauffage, Georges Krebs, chef du service du chauffage de la Ville de Genève, dont nous avons déjà publié le point de vue sur la climatisation (DP 951), explique ses réticences à l'égard de cette mesure.

L'initiative genevoise «L'énergie notre affaire», acceptée par le peuple, prévoyait entre autres mesures l'établissement du décompte individuel des frais de chauffage. Au niveau fédéral, des lois et ordonnances sur le même sujet sont en préparation.

Au premier abord, l'idée apparaît séduisante. Elle part de l'hypothèse que le locataire est responsable de sa consommation d'énergie pour le chauffage. Cette idée a été renforcée par des campagnes incitant les locataires à économiser l'énergie et leur laissant par là

croire que leur comportement est déterminant.

En réalité, le locataire n'est que très peu responsable de sa consommation. Celui-ci, en effet, n'est pour rien dans la mauvaise qualité thermique de son logement. Il n'est pour rien non plus dans le mauvais équilibrage du bâtiment (pièces chauffées à 25° et d'autres à 18° par exemple). Il n'est pour rien enfin dans le mauvais rendement des chaudières et la gestion médiocre de sa chaufferie.

Un autre argument énoncé en faveur du décompte individuel est que chacun ne

paie que ce qu'il consomme. Là encore la réalité est bien différente.

Examinons en détail les flux de chaleur dans un logement. Imaginons notre immeuble comme une boîte plus ou moins bien isolée. Cette dernière est constituée de cubes juxtaposés, représentant les appartements. Si on prend un cube dans un étage intermédiaire, une face sera située sur la façade et les cinq autres constitueront les parois intérieures. Les cloisons et planchers entre logements ne sont pas isolés contrairement à la face extérieure. Le flux de chaleur possible entre logements pourra être plus important qu'entre l'intérieur et l'extérieur.

Ainsi, un locataire situé au milieu de l'immeuble pourra aisément être chauffé par ses voisins. Alors qu'un locataire habitant dans un angle du bâtiment, avec trois parois extérieures, n'aura pas cette chance.

Si le bâtiment est bien réglé, c'est-à-dire si toutes les pièces sont chauffées à 20-21°C, le locataire qui ferme son radiateur va, par son action bien intentionnée, déséquilibrer le réglage et perturber inconsciemment le confort de ses voisins. Ce qui nécessitera, pour assurer les prestations dues (20-21°C) d'augmenter la température de l'eau des radiateurs! Examinons l'impact du décompte individuel de chauffage sur la facture du locataire. Prenons pas exemple un logement de cinq pièces moyennement bien isolé comprenant une installation de

production de chaleur d'un bon rendement annuel. En 1988/89, la facture se présente ainsi:

Mazout (1230 l à fr. 0,26/l)	320.-	63%
Electricité (pompes, brûleurs)	43.-	8%
Frais divers (surveillance, contrats, ramonage, révision citerne, etc)	115.-	6%
Frais administratifs	32.-	6%
Total	510.-	100%

Examinons également comment est utilisé le combustible.

Chauffage (chaleur émise par les radiateurs	676 l.	55%
Eau chaude	229 l.	19%
Pertes circulation eau chaude	104 l.	8%
Pertes techniques en chaufferie et distribution	211 l.	18%
Total	1230 l.	100%

L'action du locataire ne sera possible que sur 55% de la consommation, mais seulement sur environ 1/3 de la facture (55% x 63% = 35%). Si ce même bâtiment était équipé de compteurs, les frais du décompte seraient d'environ 50

francs par logement, soit une augmentation des frais à la charge du locataire de 10% environ.

En admettant que l'effort des locataires permette une diminution des consommations de 10% (cela correspond à une température abaissée d'environ 1,5°C en moyenne), la consommation du locataire baissera de 70 litres environ (10% x 676 l. = env. 70 l.) soit à un prix de l'ordre de fr. 0,26 par litre, une économie annuelle de fr. 20.- (10% x 35% = 3,5% et 0,035 x 510 = fr. 18.-). C'est dérisoire en regard des 50 francs au minimum dépensés pour le comptage!

Notons en passant que certains compteurs sont alimentés par des piles dont la destruction pose des problèmes écologiques.

Enfin, la précision physique de la mesure est plus que douteuse pour toute une série de raisons qu'il est trop long de développer ici. A titre indicatif, cette précision est de l'ordre de ± 20%.

Le seul résultat tangible du décompte individuel sera de reporter sur le locataire, à ses frais, un réglage d'installation qui normalement incombe au propriétaire.

L'investissement total pour généraliser en Suisse le décompte individuel dépassera le milliard.

Ainsi par une méconnaissance des problèmes, on risque de mettre en application un règlement qui fera le bonheur des fabricants de compteurs à l'affût de ces nouvelles réglementations, sans qu'aucune action sur les causes réelles du gaspillage ne soit entreprise. Quel gâchis en perspective.

En conclusion, on peut dire qu'il serait regrettable d'appliquer au pas de charge l'article le plus discutable de l'initiative populaire «L'énergie notre affaire», alors que globalement les autres propositions préconisées dans celle-ci sont positives et devraient être appliquées prioritairement.

Georges Krebs

(*réd*) Sur le principe, le raisonnement de M. Krebs est inattaquable: mieux vaut isoler et équiper les bâtiments de manière optimale et régler correctement les installations de chauffage que de répartir équitablement le coût du gaspillage. Dans les faits, l'objectif préconisé par M. Krebs ne peut être atteint qu'à terme. A nos yeux, le décompte individuel constitue une solution transitoire utile.

FABRIQUE DE DP

Les comptes

La traditionnelle assemblée des actionnaires de la SA des Editions Domaine public a eu lieu le 2 juin, présidée pour la dernière fois par Yvette Jaggi. La présidente a en effet souhaité passer la main et c'est Jean-Pierre Bossy qui assumera désormais cette charge.

Le compte d'exploitation, que nous publions ci-dessous, est presque équilibré. Les lecteurs désirant également prendre connaissance du compte de pertes et profits et du bilan peuvent demander la feuille récapitulative à la rédaction.

Charges		Produits	
Impression du journal	54'938.60	Ventes au numéro	1'002.85
Routage	4'495.15	Brochures + no spécial	562.-
Salaires nets	58'224.85	Ventes au Salon du livre	335.-
Charges sociales	13'938.50	Abonnements	150'422.-
Loyer, électricité	4'110.40		
Tél., taxes postales	5'475.55		
Autres frais d'administration	12'441.05	Total	152'321.85
Total	153'624.10	Résultat d'exploitation	- 1'302.25

Voyage en Hongrie

J'allais donc en Hongrie pour prendre part à un colloque sur la francophonie — avec l'espoir d'y rencontrer Pierre Mertens, auteur d'un roman qui m'a fasciné, c'est le cas de le dire, vu le titre: *Les Eblouissements* (paru au Seuil en 1987). Mertens est un Belge; son roman retrace, ou mieux *recréé* la vie de l'un des plus grands poètes allemands contemporains, Gottfried Benn, chirurgien de profession (1886-1956) — traité de porc par les nazis (vers qui il s'était senti attiré un ou deux ans), d'imbécile par les communistes, de prostitué spirituel par les démocrates, de renégat par les émigrants, de nihiliste pathologique par les croyants... Poète au demeurant d'abord difficile.

C'est André Tanner, qui m'avait révélé et le roman et la poésie de Benn, dont il venait de traduire — admirablement — vingt-et-un poèmes; introduisant chacun d'eux... admirablement de même (je regrette: je n'ai pas d'autre mot!) et les faisant paraître chez Pierre-Alain Pingoud, l'un de ces éditeurs qui éditent d'abord pour leur plaisir...

Hélas, j'ai bien rencontré Pierre Mertens, homme fort sympathique, mais je n'ai guère pu lui parler, vu qu'il s'est éclipsé dès le deuxième jour du colloque! Mais j'ai eu une compensation plus que suffisante en la personne d'Edouard Maunick, natif de l'île Maurice, près de Madagascar.

Collaborateur à l'UNESCO, poète (*Pa-*

roles pour solder la mer, Gallimard 1988; *Anthologie personnelle*, Actes Sud 1989) — un de ces hommes à qui il suffit d'ouvrir la bouche pour hausser le débat, pour lui insuffler une sorte de passion, qui fait qu'on est soulevé — d'émotion, d'indignation, d'enthousiasme — un homme «qui y croit».

Maunick, citant René-Guy Cadou: «*Et s'ils ont fait cela au Roi des Juifs, que ne feront-ils pas aux pauvres nègres?*» (je cite de mémoire), puis enchaînant par un récit: il se trouvait en Iran pour y faire des photos (en vue, sans doute, d'un numéro du *Courrier de l'UNESCO*). Muni d'un guide-interprète, qui lui a permis de faire de fort belles photos, mais qui ne semblait pas avoir beaucoup de sympathie pour les étrangers en général et pour lui, Maunick, en particulier. De la méfiance, aussi. Cependant, au bout de quelques jours, lui disant: «*Je vois qui vous êtes... Je voudrais vous présenter ma sœur...*» Un peu étonné par cette proposition, qu'il ac-

cepte. Le guide l'emmène jusque dans un faubourg de Téhéran, jusqu'à la porte d'une maison dans le style du pays. Première antichambre, avec des tapis par terre et aux murs, des sièges fort bas. Seconde pièce, où se trouvait la sœur, étendue sur un divan, incapable de se lever, squelettique. «*Voilà des semaines qu'elle n'accepte que de l'eau sucrée... Elle veut mourir... — Pourquoi? Qu'est-ce qui lui est arrivé? — Elle avait deux fils... Il ne lui en reste plus qu'un demi...*» Le faisant alors pénétrer dans une troisième pièce, où gisait la moitié de fils: un garçon de dix-sept ans et demi, amputé des deux jambes, perdues lors de la guerre contre l'Irak. Puis le menant jusqu'au cimetière voisin — non pas: un simple champ, avec 20'000 tombes de garçons, tous de moins de dix-neuf ans... Concluant: «*Voilà l'Iran: je ne pouvais pas vous le dire avant de savoir qui vous étiez. Maintenant, vous savez: vous pourrez parler...*»

A propos: je ne comprends pas l'indignation de tant de gens devant les événements de Chine. Nous leur vendions des armes, non? Et les armes, ça sert à quoi, bande d'hypocrites? ■

Les leçons de l'histoire

(*cfp*) Les scissions n'ont jamais épargné les partis politiques; les récents événements de Fribourg et Lausanne sont là pour nous le rappeler. Un des principaux divorces qui a frappé le Parti socialiste suisse (PSS) date des débuts de la Première Guerre mondiale. La Société suisse du Grutli, fondée en 1838 à Genève, avait peu à peu adopté les idées socialistes ce qui aboutit, en 1901, au «mariage de Soleure»: la création d'une communauté d'action avec le PSS, fondé, lui, en 1888. Ce «mariage» comme beaucoup d'autres, ne fut pas sans histoire en raison d'une certaine incompatibilité d'humeur entre les conjoints. Cela fut particulièrement marqué dans les années 1915 et 1916 où l'aile pacifiste et internationaliste du PSS eut en face d'elle l'aile patriotique et pragmatique du Grutli. Résultat: en 1917, le Grutli, qui comptait plus de 10'000 membres l'année précédente, décida de se séparer des socialistes mais seule la moitié des membres suivit. Aux élections nationa-

les de 1919, le nouveau parti, qui en plus de son titre historique ajoutait: Parti populaire social-démocrate, ne réussit à obtenir que deux sièges au Conseil national. De difficultés en difficultés, la Société du Grutli décida, en 1925, de reprendre contact avec les socialistes, qui exigèrent une fusion. En décembre 1925, la majorité des membres restés fidèles au Grutli décidèrent la liquidation. La société avait perdu toute influence sur le mouvement ouvrier suisse.

Moins spectaculaire, la tentative neuchâteloise de constituer un Parti travailliste en 1944, en mobilisant les syndicats, ne réussit pas à atteindre des objectifs importants. Elle aboutit en définitive à une augmentation de l'influence des fidèles au PSS après avoir suscité quelques querelles personnelles sur le plan local et une décision temporaire d'exclusion de quelques membres — dont un conseiller national — qui s'étaient joints à la tentative.

Dans ces deux cas, il s'agissait de scissions à la droite du PS. Les scissions à gauche, ou les exclusions dans cette mouvance, n'ont pas, en général, abouti à un affaiblissement durable du parti. ■

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)
 Rédacteur: Pierre Imhof (pi)
 Ont également collaboré à ce numéro:
 Jean-Pierre Bossy, François Brutsch (fb),
 André Gavillet (ag), Françoise Gavillet (fg),
 Jacques Guyaz (jg), Yvette Jaggi (yj),
 Charles-F. Pochon (cfp).
 Points de vue: JeanLouis Cornuz, Georges Krebs.
 L'invité de DP: Jean-Pierre Ghelli.
 Abonnement: 65 francs pour une année
 Administration, rédaction: Saint Pierre 1,
 case postale 2612, 1002 Lausanne
 Tél: 021 312 69 10 CCP: 10-15527-9
 Téléfax: 021 312 80 40
 Composition et maquette: Liliane Berthoud,
 Françoise Gavillet, Pierre Imhof
 Impression: Imprimerie des Arts et Métiers SA

Dis, l'Europe c'est loin?

Le premier ministre britannique ne veut ni d'une Europe sociale ni de l'union économique et monétaire. L'Europe doit devenir un grand marché de libre-échange, et rien de plus. D'accord pour les affaires, le commerce et les capitaux, mais pas pour la solidarité et la lutte contre les inégalités.

Cette position intransigeante a déjà eu pour résultat que les syndicats britanniques, au départ hostiles à la Communauté européenne, soutiennent désormais le président de la Commission, Jacques Delors, qui les avait appelés à rejoindre «le parti des architectes». L'attitude de la Dame de fer est certainement aussi la cause de l'échec des Tories, largement devancés par le Labour, lors des récentes élections européennes.

On peut certes ironiser sur la position adoptée par Mme Thatcher qui l'amène à un isolement croissant au sein des Douze. Mais alors que faut-il penser de la nôtre, telle qu'elle a été officiellement définie par le Conseil fédéral dans son rapport d'août dernier, et ratifiée par les Chambres fédérales?

Notre attitude est en fait considérablement plus intransigeante. Non seulement nous ne voulons pas entendre parler d'une adhésion à la Communauté. Mais en plus nous tenons tellement à sauvegarder notre indépendance que nous nous mettons à dos nos partenaires de l'AELE, qui ne cachent pas leur irritation à notre égard, allant jusqu'à nous traiter de saboteurs. La Norvège, la Suède et la Finlande n'excluent plus désormais un éclatement de l'AELE car, eux, ne veulent pas rater le train de l'intégration européenne.

Notre intransigeance ne s'exprime d'ailleurs pas seulement dans le domaine politique (souveraineté nationale). Elle touche aussi aux questions sociales. Le rapport du Conseil fédéral ne consacre ni un chapitre ni même un paragraphe à l'Europe sociale et aux dispositions déjà prises ou envisagées en matière de protection des salariés et de leur participation dans les entreprises.

S'il y a un pays pour lequel l'Europe est celle du business et rien d'autre, c'est la Suisse. A côté d'elle, Mme Thatcher fait figure de Dame de fer... blanc.

Le pire n'étant jamais certain, rien ne permet encore d'affirmer que l'AELE éclatera effectivement, ni même, le cas échéant, que nous ne parviendrons pas, seuls, à négocier des arrangements avec la Communauté. Nous continuons en effet d'être un client intéressant pour elle puisque nous en importons plus de produits que nous en exportons.

A terme d'ailleurs, la Communauté pourrait certainement s'accommoder d'une Suisse indépendante, comme la France peut le faire avec Monaco, et la Suisse avec le Lichtenstein. Mais ce serait admettre notre marginalisation progressive, notre satellisation, décrite officiellement comme la pire des solutions.

C'est la raison pour laquelle, selon les termes du secrétaire d'Etat Franz Blankart, la Suisse «ne pourra éviter d'adhérer à la Communauté européenne qu'à condition d'en rester capable». Propos à la fois clairs et sibyllins qui laissent entendre que tout est affaire de capacité industrielle et financière. Mais suffira-t-il vraiment à la Suisse de rester compétitive par rapport à ses concurrents pour pouvoir différer à jamais la question de son adhésion?

Et d'abord, à quelle sauce les salariés seront-ils mangés pour que cette compétitivité soit préservée? Déjà maintenant, des patrons utilisent l'argument des inconvénients que font peser sur les entreprises leur non-appartenance à la Communauté pour s'opposer à certaines améliorations des conditions de travail.

Au fur et à mesure que les sociétés européennes apprendront à tirer avantage du marché unique, on peut s'attendre à un durcissement de la politique en Suisse, aussi bien de la part des entreprises que des pouvoirs publics. L'Europe sociale ne sera pas facile à mettre en place. La Suisse sociale n'ira assurément pas plus vite!

Tout économique que soit la Communauté, cette composante n'épuise pas son projet. L'Europe des citoyens, l'Europe culturelle, l'Europe scientifique progressent aussi.

Insensiblement, se créent de nouveaux réflexes et de nouvelles habitudes entre les gens, les institutions, les entreprises. Les mentalités évoluent. Cela se fera — se fait déjà — à côté de nous, par-dessus nos têtes. Sans nous. Demain, ce déficit sera le plus difficile à combler. Mais qui prend en compte cette dimension de l'intégration européenne dans nos helvétiques réflexions?

Certes, personne ne sait de quoi l'avenir sera fait. Pour le moment Gorbi nous permet de tout voir en rose, ce qui amène certains à penser, ici, que la paix est installée en Europe pour toujours. Au point qu'ils en oublient que Gorbi reste à la tête d'un système totalitaire dont la mutation démocratique est loin d'être assurée ni garantie, et que rien ne nous préserve d'une résurgence du fascisme dans l'un ou l'autre des pays d'Europe.

Mais c'est précisément parce que nous ne connaissons pas l'avenir et que les périls peuvent resurgir qu'il importe de se donner les moyens nécessaires pour tenter de maîtriser le premier et d'éviter le retour des seconds.

Il n'est pas sûr que le processus d'intégration européenne engagé par les Douze suffise pour répondre à cette double attente. Les querelles d'épiciers dans lesquelles la Communauté se débat tous les jours peuvent miner cette ambition et l'épuiser avant terme.

Au moins ne pourra-t-on pas reprocher aux dirigeants d'hier et d'aujourd'hui de ne pas avoir essayé. En revanche, on ne pourra pas en dire autant de ceux de notre pays qui nous proposent de nous comporter en braves spectateurs, attentifs à ne rien céder qui pourrait nous donner l'impression que nous allons manquer de quelque chose. Quitte à passer à côté de l'essentiel.

Jean-Pierre Ghelfi

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Pierre Ghelfi est économiste et député au Grand Conseil neuchâtelois.

Ecoles alternatives en Suisse

(fg) Les éditions Pro Juventute ont publié récemment un ouvrage de Martin Näf consacré aux écoles alternatives de Suisse.

Trois parties distinctes dans cette étude: un rapide historique sur l'évolution de l'institution scolaire helvétique et sur l'émergence des écoles libres depuis le début du siècle; la présentation, par les gens qui y vivent et y travaillent, de douze écoles alternatives de Suisse — c'est la partie centrale de l'ouvrage; on y découvre l'origine de ces projets, leurs références pédagogiques (de Pestalozzi à Illich, en passant bien sûr par Freinet et Montessori). On y lit le récit d'une journée, on se familiarise avec les principes de chaque institution. La fin du volume prend la forme d'un annuaire, recensant la plupart des écoles alternatives de Suisse, donnant toutes les adresses utiles et proposant enfin une biblio-

graphie critique sur le sujet. Dans un domaine aussi mal balisé, le travail de Martin Näf est bienvenu. Il révèle une géographie de la scolarité alternative en Suisse tout-à-fait instructive: sur une cinquantaine d'écoles décrites (l'auteur ne prétend pas à l'exhaustivité, mais semble avoir prospecté sérieusement dans tout le pays), on en trouve 9 seulement en Suisse romande (5 à Genève, 2 à Neuchâtel, 1 en Valais, 1 dans le canton de Vaud).

Les gros plans sur douze de ces institutions scolaires permettent de se faire une idée plus précise de cette notion d'école alternative: toutes mises en effet sur un enseignement réellement individualisé et autonome (choix par l'enfant ou l'adolescent de ses domaines d'étude, de son rythme de travail, de la répartition de ses efforts au cours de l'année) mais aussi sur un mode de vie

plus ou moins communautaire et sur le refus de décider des réponses à apporter aux enfants avant d'avoir entendu leurs questions; le souci essentiel étant celui du libre développement de chaque personnalité et de sa créativité propre. Pour le reste, la diversité de ces entreprises est extrême: on passe de l'anthroposophie à la mouvance de mai 68, certaines sont nées au début du siècle, mais plusieurs datent de ces toutes dernières années, leur recrutement est tantôt enfantin, tantôt adolescent, etc.

Le chapitre rédigé par les acteurs de l'*Ecole de la Grande Ourse* à La Chaux-de-Fonds (ouverte en 1983) est particulièrement intéressant car il pose le problème de l'articulation de leur travail avec le système scolaire officiel. Un constat d'abord: bon nombre de leurs élèves sont des individus qui étaient profondément malheureux dans l'école officielle. Des questions ensuite: faut-il lutter pour l'instauration d'une pédagogie ouverte dans l'école publique ou organiser en dehors de ce cadre des classes alternatives? le système alternatif ne constitue-t-il pas un environnement surprotégé pour ses élèves? seront-ils armés pour affronter ensuite le monde extérieur? Quelques réponses enfin, en forme de profession de foi: le choix alternatif ce n'est pas l'absence de règles mais le choix d'autres contraintes, d'une autre forme d'autorité, d'autres exigences. ■

Alternative Schulformen in der Schweiz, Editions Pro Juventute, Zurich, 1988.

CHEMINS DE FER DU JURA

Information et propagande

(pi) On sait que les Chemins de fer du Jura (CJ) souhaitent prolonger la ligne La Chaux-de-Fonds - Glovelier, qui traverse les Franches-Montagnes, jusqu'à Delémont (voir DP 893). Chacun s'accorde sur le principe: pour ne pas rater les correspondances de Rail 2000, il est nécessaire que les terminus se trouvent dans des gares bien desservies, si possible dans des «étoiles de correspondances», ce qu'est justement Delémont.

Les CJ ont proposé un tracé le long de la future Transjurane, le rail pouvant déjà servir pendant les travaux à assurer une partie des transports provoqués par cet important chantier.

D'autres solutions ont vu le jour; la plus sérieuse est celle de la Chambre jurassienne d'agriculture, consistant à utiliser en commun avec les CFF le tracé Glovelier - Delémont, alors que les 50 km qui séparent Glovelier de La Chaux-de-Fonds passeraient de l'écartement métri-

que actuel à l'écartement normal. «Pour présenter publiquement l'examen comparatif des variantes», la compagnie jurassienne a édité un «Dossier comparatif». On ne peut que regretter la partialité de ce document: ne souhaitant probablement pas faire de publicité à leurs adversaires, les CJ ne présentent pratiquement que les désavantages des solutions qu'ils ne soutiennent pas. Et les comparaisons sont rendues difficiles parce que les critères d'évaluation ne sont pas les mêmes pour chaque variante en jeu. Inutile de dire que la solution CJ ne recueille que des avis favorables...

Si ce projet se concrétise, c'est très certainement le tracé le long de la Transjurane qui verra le jour, ne serait-ce que parce que c'est le moins coûteux et le seul qui a été défendu devant les CFF et l'Office fédéral des transports, où il a été accueilli favorablement. Reconnaissons d'ailleurs que si cette variante n'est peut-être pas la meilleure du point de vue technique, c'est probablement la seule qui soit politiquement défendable.

L'exercice de propagande que constitue ce prétendu «Dossier comparatif» n'en était que plus inutile. ■

EN BREF

Le conseiller d'Etat libéral bâlois, Peter Facklau sait maintenant ce que signifie la spéculation foncière. Il aurait voulu acheter à une hoirie l'immeuble où il habite depuis de nombreuses années. Son offre était trop faible et il doit se chercher un nouvel appartement.

Un conflit oppose l'Association de la presse étrangère en Suisse aux autorités helvétiques pour des raisons financières. Le transfert à Vaduz du siège de l'association a même été envisagé.